



PRODUCTEUR DE BIOMETHANE

QUELLE DEMARCHE POUR VOUS RACCORDER A NOTRE RESEAU DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL ?

Producteur de biométhane			
Quelle démarche pour vous raccorder à notre réseau de transport de gaz naturel ?			
Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
2.4			Sous réserve de la validation du document par la CRE



Sommaire

1	A propos.....	3
2	Déroulement commercial pour le raccordement de votre installation de production de biométhane au réseau de transport.....	3
2.1	Introduction.....	3
2.2	Étape 1 : information sur le raccordement.....	5
2.3	Étape 2 : offre de raccordement et d'injection	6
2.3.1	Rapport de faisabilité	6
2.3.2	Offre de raccordement et d'injection.....	7
2.4	Étape 3 : contrat de raccordement et contrat d'injection	8
2.5	Étape 4 : Réalisation et démarrage.....	9
2.5.1	Réalisation	9
2.5.2	Démarrage.....	10
3	Modalité de paiement des ouvrages de raccordement.....	10
4	Evolutions réglementaires.....	11
	ANNEXE 1 – CONTEXTE REGLEMENTAIRE	12

Producteur de biométhane			
Quelle démarche pour vous raccorder à notre réseau de transport de gaz naturel ?			
Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
2.4			Sous réserve de la validation du document par la CRE



1 A PROPOS

Vous souhaitez injecter du biométhane produit dans vos installations sur le réseau de transport de gaz naturel. GRTgaz vous propose un service adapté de raccordement au réseau de transport pour vous satisfaire au mieux et vous accompagner dans votre projet.

Ce service se décompose de la manière suivante :

- le raccordement physique de votre réseau au réseau de transport par le biais d'ouvrages de raccordement ;
- les conditions d'injection au point physique d'injection ainsi que les services associés.

2 DEROULEMENT COMMERCIAL POUR LE RACCORDEMENT DE VOTRE INSTALLATION DE PRODUCTION DE BIOMETHANE AU RESEAU DE TRANSPORT

2.1 INTRODUCTION

Toutes les étapes du déroulement commercial qui vous sont proposées permettront de vous apporter les éléments nécessaires à vos prises de décision pour le raccordement de votre installation de production de biométhane au réseau.

Les principales étapes sont :

- étape 1 : information sur le raccordement ;
- étape 2 : offre de raccordement et d'injection. Cette étape se déroule en deux temps :
 - Etudes de faisabilité
 - Etudes de raccordement
- étape 3 : contrat de raccordement et contrat d'injection
- étape 4 : réalisation des travaux et démarrage des installations

Pour offrir des conditions adaptées et également des délais de réponses raccourcis, la présente procédure de raccordement traite différemment :

- les projets dits simples
- les projets dits complexes

Producteur de biométhane			
Quelle démarche pour vous raccorder à notre réseau de transport de gaz naturel ?			
Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
2.4			Sous réserve de la validation du document par la CRE

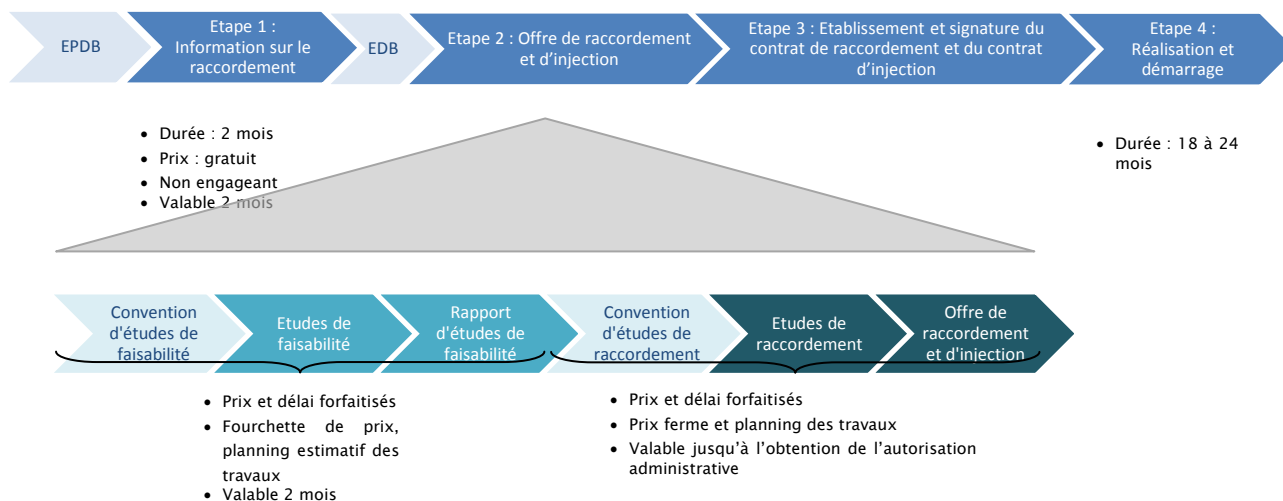
Définition des projets simples :

- Branchement inférieur à 100m,
- Terrain adapté pour un poste d'injection, pas de complexité du terrain ,
- Situés hors environnement urbain,
- Ne requérant ni la construction d'ouvrages spéciaux (passage de rivière, passage de voie ferrée, route importante...), ni l'installation d'équipements spécialisés (bâtiment, etc.),
- Ne requérant pas de démarche foncière particulière (ouvrages de raccordement intégralement situés sur le terrain appartenant au producteur),
- Ne nécessitant pas d'étude d'impact,
- Requérant l'instruction d'une autorisation de transport à procédure simplifiée (APS) : maîtrise des aspects fonciers sur l'ensemble du projet.

Le terrain est choisi avant le démarrage des études de faisabilité.

Déroulement commercial pour les projets simples

Pour les projets simples, le prix des études est forfaitisé et les délais d'étude sont normalisés.



EPDB = Expression préliminaire du besoin

EDB = Expression du besoin

Producteur de biométhane			
Quelle démarche pour vous raccorder à notre réseau de transport de gaz naturel ?			
Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
2.4			Sous réserve de la validation du document par la CRE



Déroulement commercial pour les projets complexes

Ces projets sortent par définition du projet simple tel que défini ci-dessus.

Le déroulement commercial d'un projet dit complexe comportera les mêmes phases que celui d'un projet simple, mais les prix et délais de ces différentes phases ne seront pas forfaitisés et pourront être plus élevés. En effet les études seront en général plus longues dans ce cas, et nécessiteront des investigations plus poussées.

2.2 ÉTAPE 1 : INFORMATION SUR LE RACCORDEMENT

L'étape 1 se déroule de la même façon pour tous les types de projets (simples ou complexes).

Votre besoin est recensé dans une expression préliminaire de besoin dont le modèle est disponible sur le site internet www.grtgaz.com.

GRTgaz est bien évidemment à votre disposition pour vous guider dans la spécification préliminaire de votre besoin et pour vous aider à le formaliser.

À partir de ces éléments, GRTgaz réalise des études préliminaires sur plan sans prendre de contact avec des entités extérieures à GRTgaz.

Une information sur le raccordement vous est remise sous **deux mois au plus** à compter de la réception par GRTgaz d'une demande complète.

La réalisation des études préliminaires est **gratuite**. L'information sur le raccordement qui vous est remise **n'est pas engageante et ne constitue pas une offre commerciale**. Elle permet de déterminer :

- Si votre projet peut être raccordé au réseau :
 - Votre production satisfait-elle au cadre réglementaire ?
 - Le réseau peut-il accueillir votre production ?
 - Le réseau a-t-il la capacité physique d'accueillir votre production ?
- Les premières conditions de raccordement physique de votre installation au réseau :
 - Quelle est la distance entre le site de production et le réseau ?
 - Comment l'installation peut-elle être raccordée au réseau ?
- Les premières orientations en terme de prix et de délai de raccordement :
 - Quelle est la première estimation des prix de raccordement ?
 - Quels sont les délais estimés pour le raccordement ?

L'information sur le raccordement permet également de vous préciser, à titre indicatif, la démarche commerciale qui pourra vous être proposée :

- la démarche commerciale pour projet simple
- la démarche commerciale pour projet complexe. Dans ce cas, le prix et le délai de réalisation des études de faisabilité vous sont transmis à titre indicatif.

Producteur de biométhane			
Quelle démarche pour vous raccorder à notre réseau de transport de gaz naturel ?			
Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
2.4			Sous réserve de la validation du document par la CRE

Lorsque vous souhaitez poursuivre le projet de raccordement de vos installations au réseau, nous vous proposons de vous rencontrer afin de cerner au mieux votre besoin et de consolider les éléments attendus pour la réalisation des études payantes dans le cadre d'une convention. L'examen de votre besoin par GRTgaz permet de vous préciser définitivement la démarche commerciale adaptée.

2.3 ÉTAPE 2 : OFFRE DE RACCORDEMENT ET D'INJECTION

Cette étape se déroule en deux phases :

- la réalisation d'**études de faisabilité** à l'issue desquelles un rapport de faisabilité vous permet de déterminer la meilleure option de raccordement
- la réalisation d'**études de raccordement** sur la solution retenue aboutissant à la remise d'une **offre commerciale** présentant les conditions de raccordement et d'injection de GRTgaz. En parallèle, GRTgaz vous adresse un projet de contrats de raccordement et d'injection reprenant les éléments de cette offre.

2.3.1 RAPPORT DE FAISABILITE



Votre besoin est recensé dans une expression de besoin annexée au modèle de convention d'études de faisabilité disponible sur le site internet www.grtgaz.com.

Sur la base des éléments précisés dans l'expression du besoin et validés par les parties :

- dans le cas d'un projet simple, GRTgaz s'engage à réaliser **une étude de faisabilité pour un prix et un délai forfaitisés**, définis dans la grille tarifaire disponible sur le site internet www.grtgaz.com ;
- dans le cas d'un projet complexe, le prix et le délai de réalisation de l'étude de faisabilité sont définis au **cas par cas**.

Les études de faisabilité débutent une fois la convention d'études de faisabilité signée. Elles consistent en :

- une étude de tracé recensant les contraintes physiques, réglementaires, administratives et sociétales ;
- une étude de dangers avec plan des zones d'effet ;
- une étude de pré-dimensionnement des ouvrages de raccordement ;
- des calculs de réseau permettant de définir les conditions d'injection du biométhane.

À l'issue des études de faisabilité, GRTgaz vous remet un rapport de faisabilité et vous propose de vous rencontrer pour vous le présenter.

Le rapport de faisabilité comprend :

Producteur de biométhane			
Quelle démarche pour vous raccorder à notre réseau de transport de gaz naturel ?			
Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
2.4			Sous réserve de la validation du document par la CRE



- un plan de situation et schéma d'implantation des ouvrages de raccordement ;
- les conditions d'injection du biométhane dans le réseau de GRTgaz ;
- les conditions de réussite du projet et les risques identifiés ;
- une estimation **engageante** sous la forme d'une fourchette du prix des ouvrages de raccordement ;
- un planning estimatif décrivant les grandes phases du projet (études, délais administratifs, approvisionnement, construction et démarrage) et les jalons clés du projet (dépôt du dossier administratif, obtention de l'autorisation de transport, raccordement et mise en service industrielle) ;
- les conditions de poursuite du projet de raccordement de votre installation au réseau de transport, avec notamment le prix et la durée des études de raccordement à mener par la suite sous réserve d'un besoin suffisamment proche de celui étudié lors des études de faisabilité.

La **durée de validité** d'un rapport de faisabilité est de **deux mois**.

La convention d'études de raccordement est remise par GRTgaz dans un délai de 15 jours après présentation du rapport de faisabilité.

Le prix des études de faisabilité est payable suivant l'échéancier suivant :

- 30% à la signature de la convention d'études ;
- 50% à mi-parcours des études ;
- 20% à la remise du rapport de faisabilité.

Si vous décidez de mettre fin au projet de raccordement de vos installations au réseau au plus tard jusqu'à un mois avant la date de remise du rapport de faisabilité, vous paierez les coûts engagés par GRTgaz pour réaliser les études. Passé ce délai, vous devrez payer à GRTgaz l'intégralité du prix des études de faisabilité.

Vous avez la possibilité de signer une nouvelle convention d'études de faisabilité afin d'obtenir une mise à jour du rapport de faisabilité.

2.3.2 OFFRE DE RACCORDEMENT ET D'INJECTION

Si vous avez décidé de poursuivre le projet de raccordement de vos installations au réseau, GRTgaz vous propose de vous rencontrer avant la signature de la convention d'études de raccordement afin de consolider les éléments attendus pour la réalisation des études de raccordement.

GRTgaz vous remet une convention d'études de raccordement s'appuyant sur les données de base suivantes :

- le rapport d'études de faisabilité ;
- votre expression de besoin détaillé annexée à la convention d'études de faisabilité.

Sur la base des éléments validés par les parties, les études de raccordement à réaliser par GRTgaz débutent une fois la convention d'études de raccordement signée.

Producteur de biométhane			
Quelle démarche pour vous raccorder à notre réseau de transport de gaz naturel ?			
Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
2.4			Sous réserve de la validation du document par la CRE



Si votre besoin défini diffère beaucoup de celui étudié lors des études de faisabilité, GRTgaz se réserve le droit de vous proposer un prix et une durée des études de raccordement aménagés par rapport à ceux indiqués dans le rapport de faisabilité. En cas de variation importante de votre besoin, GRTgaz serait susceptible de vous proposer de réaliser à nouveau des études de faisabilité à travers une nouvelle convention.

Dans le cas d'un projet simple, GRTgaz s'engage à réaliser **les études de raccordement pour un prix et un délai forfaitisé**, défini dans la grille tarifaire disponible sur le site internet www.grtgaz.com.

Les études de raccordement comprennent :

- la définition technique des ouvrages de raccordement ;
- la constitution du dossier d'autorisation administrative ;
- le dépôt, à votre demande, du dossier d'autorisation administrative ;
- la planification des travaux nécessaires à la réalisation des ouvrages de raccordement.

A l'issue des études de raccordement, GRTgaz vous remet **une offre de raccordement et d'injection** présentant les conditions de raccordement et d'injection de GRTgaz, ainsi qu'un projet de contrats de raccordement et d'injection, et se propose de vous rencontrer pour vous la présenter.

L'offre de raccordement et d'injection est valide **jusqu'à l'obtention de l'autorisation administrative** de construire et d'exploiter les ouvrages de raccordement.

Si vous souhaitez poursuivre le projet de raccordement de vos installations au réseau, le prix des études de raccordement menées par GRTgaz est intégré dans le prix des prestations définies dans le contrat de raccordement. Cette poursuite du projet se manifeste par la signature dudit contrat.

En revanche, vous êtes redevable :

- du prix de l'ensemble des études si vous ne signez pas le contrat de raccordement dans le délai précité ;
- des coûts engagés par GRTgaz, plafonnés au prix de l'ensemble des études, si vous décidez de mettre fin au projet de raccordement de vos installations au réseau au plus tard jusqu'à un mois avant la date de remise de l'offre de raccordement et d'injection. Passé ce délai, vous devrez payer à GRTgaz le prix de l'ensemble des études.

Vous avez la possibilité de signer une nouvelle convention d'études de raccordement afin d'obtenir une mise à jour de l'offre de raccordement.

2.4 ÉTAPE 3 : CONTRAT DE RACCORDEMENT ET CONTRAT D'INJECTION

La proposition de contrat de raccordement et d'injection vous est remise en même temps que l'offre de raccordement et d'injection. Ces contrats doivent être signés au plus tard dans un délai de quatre mois à compter de la remise de l'offre de raccordement par GRTgaz.

Producteur de biométhane			
Quelle démarche pour vous raccorder à notre réseau de transport de gaz naturel ?			
Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
2.4			Sous réserve de la validation du document par la CRE



Le contrat de raccordement précise :

- les caractéristiques des ouvrages de raccordement ;
- le prix et le planning de réalisation des ouvrages de raccordement ;
- les conditions de réussite et les risques identifiés ;
- les conditions d'exécution des travaux de raccordement de votre installation au réseau.

Le contrat d'injection définit :

- les conditions d'exploitation et de maintenance des ouvrages de raccordement ;
- le descriptif du service d'injection.

Une convention de démarrage vous sera proposée afin de clarifier les engagements des parties pendant la phase de démarrage des installations.

Les deux contrats de raccordement et d'injection sont constitués :

- des conditions générales, disponibles sur le site internet www.grtgaz.com, applicables à tous les producteurs de biométhane sans distinction et sans discrimination ;
- de conditions particulières qui fixent les éléments propres à chaque producteur de biométhane, comme les caractéristiques du branchement et celles du poste d'injection, la date limite de mise en gaz des ouvrages de raccordement, les engagements de GRTgaz sur les conditions d'injection (pression d'injection, débit horaire maximal...) ainsi que le prix des prestations des contrats de raccordement et d'injection.

Les conditions particulières sont déterminées à partir des éléments qui vous sont remis dans l'offre de raccordement et d'injection.

La durée du contrat de raccordement couvre la phase de travaux. Celle du contrat d'injection est généralement de quinze ans à compter de sa signature. Ce contrat est ensuite renouvelable annuellement par tacite reconduction.

2.5 ÉTAPE 4 : REALISATION ET DEMARRAGE

2.5.1 REALISATION

À l'issue de la signature du contrats de raccordement et d'injection, les principales étapes du projet pour la réalisation des ouvrages de raccordement sont :

- le dépôt du dossier administratif par GRTgaz en préfecture ou au ministère concerné, visant à obtenir l'autorisation préfectorale de construire et d'exploiter les ouvrages de raccordement et la réponse par GRTgaz aux questions de l'enquête administrative et de l'enquête publique si celle-ci a lieu ;
- la demande éventuelle par GRTgaz de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme ;
- la signature par GRTgaz des conventions amiables de servitude pour les parcelles impactées par les ouvrages de raccordement ;

Producteur de biométhane			
Quelle démarche pour vous raccorder à notre réseau de transport de gaz naturel ?			
Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
2.4			Sous réserve de la validation du document par la CRE



- le lancement éventuel par GRTgaz de la procédure de servitudes légales pour obtenir l'arrêté de servitudes légales ;
- l'obtention de l'autorisation de construire et d'exploiter les ouvrages de raccordement et de l'éventuelle déclaration d'utilité publique ;
- l'obtention éventuelle de l'arrêté de servitudes légales ;
- le lancement par GRTgaz des appels d'offres de marché de pose des ouvrages de raccordement ;
- l'achat des matériels par GRTgaz ;
- la pose des ouvrages de raccordement sous surveillance de GRTgaz et la construction du poste d'injection par le sous-traitant retenu ;
- la réalisation par GRTgaz de tests sur les ouvrages de raccordement ;
- la mise en gaz des ouvrages de raccordement par GRTgaz.

2.5.2 DEMARRAGE

Une convention de démarrage vous sera proposée en complément du contrat de raccordement. Cette convention permet de clarifier les rôles et responsabilité des parties pendant cette phase, notamment :

- Le raccordement de votre installation de production de biométhane ;
- La mise en service des ouvrages de raccordement ;
- L'échange entre les parties concernant les conditions d'injection du biométhane pendant la phase de démarrage des installations.

À l'issue de la mise en gaz des ouvrages de raccordement et sous réserve de la signature d'un contrat d'achat du biométhane produit, vous pouvez à tout moment demander la mise en service des ouvrages de raccordement.

3 MODALITE DE PAIEMENT DES OUVRAGES DE RACCORDEMENT

La délibération de la Commission de Régulation de l'Energie du 22 novembre 2011 approuvant les tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel définit la structure tarifaire de GRTgaz.

Ces tarifs se fondent sur l'article L452.1 du Livre IV Titre V Chapitre II du Code de l'Energie : « Les tarifs [...] sont établis de manière transparente et non discriminatoire afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par ces gestionnaires, dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau ou d'installations efficace. »

Ces principes conduisent GRTgaz à vous proposer des **prix de réalisation des ouvrages de raccordement qui sont le reflet des coûts devant être engagés par GRTgaz.**

Producteur de biométhane			
Quelle démarche pour vous raccorder à notre réseau de transport de gaz naturel ?			
Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
2.4			Sous réserve de la validation du document par la CRE



Le paiement de la mise à disposition des ouvrages de raccordement par GRTgaz se fait sous forme d'un paiement selon un échéancier convenu, étant entendu que la totalité du prix de la réalisation doit avoir été payée à la mise en gaz des ouvrages.

GRTgaz est propriétaire des Ouvrages de Raccordement conformément l'article L. 111-19 du Code de l'Energie qui précise que « les sociétés gestionnaires de réseaux mentionnées à l'article L. 111-9 sont propriétaires des actifs nécessaires à l'exercice de leur activité de transport ».

4 EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES

Les délais et les prix indiqués sont susceptibles d'être impactés à l'avenir en cas d'évolution de ces réglementations. Toute évolution réglementaire impactant les évolutions de raccordement au réseau de transport sera étudiée par GRTgaz et fera ensuite l'objet d'une information et d'échanges avec les producteurs de biométhane dans le cadre de la Concertation gaz. Ces évolutions pourront conduire à une adaptation de la présente procédure.

La réglementation en vigueur au 1^{er} janvier 2013 s'appliquant au transporteur et aux ouvrages de raccordement au réseau de transport de gaz naturel est détaillée dans l'annexe 1 « Contexte réglementaire ».

Producteur de biométhane			
Quelle démarche pour vous raccorder à notre réseau de transport de gaz naturel ?			
Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
2.4			Sous réserve de la validation du document par la CRE



ANNEXE 1 – CONTEXTE REGLEMENTAIRE

1 – Introduction

Les démarches de raccordement de vos installations au réseau sont encadrées par des textes législatifs traitant du secteur de l'énergie et du gaz naturel.

Les éléments présentés ci-après synthétisent l'essentiel des textes, actuellement en vigueur en France, relatifs au raccordement de vos installations au réseau.

2 – Confidentialité, non-discrimination et transparence

Dans le cadre d'un raccordement au réseau et conformément à l'article L.111-77 du code de l'énergie (*codification de l'article 9 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 modifiée*) et au décret n° 2004-183 du 18 février 2004, GRTgaz préserve la confidentialité de toutes les informations dont la communication serait de nature à porter atteinte à une concurrence loyale.

Les démarches relatives au raccordement au réseau menées par GRTgaz se déroulent dans un cadre fixé d'un commun accord par vous et GRTgaz. La transmission d'informations à des tiers par GRTgaz est réalisée sous réserve de votre accord préalable.

GRTgaz s'abstient de toute discrimination entre les utilisateurs ou les catégories d'utilisateurs du réseau, conformément à l'article L.111-100 du code de l'énergie (*codification de l'article 2 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 modifiée*).

Par ailleurs, la directive 2003/55 du 26 juin 2003 abrogée par la directive 2009/73/CE du 14 août 2009 ainsi que les différents textes de transposition de la première imposent que les gestionnaires de réseau de transport publient des conditions d'accès non discriminatoires, publiques et transparentes.

3 – Obligations

3.1 – OBLIGATION DE RACCORDEMENT AU RESEAU

Les articles L.111-102 à L.111-108 du code de l'énergie (*codification de l'article 6 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 modifiée*) précisent que GRTgaz n'a pas le droit de vous refuser le raccordement au réseau, sauf cas particuliers qui doivent vous être notifiés ainsi qu'à la Commission de Régulation de l'Énergie. Un refus peut être fondé sur :

- un manque de capacité ou des motifs techniques tenant à l'intégrité et à la sécurité du réseau
- un ordre de priorité pour l'accès au réseau prescrit par le ministre chargé de l'énergie afin d'assurer l'accomplissement des obligations de service public mentionnées à l'article 16
- les critères fixés par une dérogation temporaire préalablement octroyée par la CRE.

3.2 – OBLIGATIONS DE SERVICE PUBLIC

L'article 9 du décret n° 2004-251 du 19 mars 2004 prévoit que :

Producteur de biométhane			
Quelle démarche pour vous raccorder à notre réseau de transport de gaz naturel ?			
Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
2.4			Sous réserve de la validation du document par la CRE



- ❑ GRTgaz assure la continuité du service d'acheminement du gaz naturel sauf conditions particulières mentionnées dans ce même article ;
- ❑ GRTgaz assure la fourniture de dernier recours prévue à l'article 6 dudit décret aux clients qui assurent une mission d'intérêt général et dont la liste est fixée dans chaque département par arrêté préfectoral.

Conformément à l'article 11 du même décret, GRTgaz met en œuvre les moyens nécessaires pour s'assurer que la pression, le débit ainsi que les caractéristiques physico-chimiques du gaz livré sont conformes aux engagements souscrits avec les différentes parties intéressées, en particulier avec vous. En complément, GRTgaz assure l'« odorisation » du gaz naturel pour que les fuites éventuelles soient perceptibles. Cette odeur doit disparaître par la combustion complète du gaz naturel.

4- Comptage du gaz naturel

L'article L.431-3 du code de l'énergie (codification de l'article 21 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 modifiée) spécifie que GRTgaz est tenu d'assurer à tout instant non seulement la sécurité et l'efficacité du réseau, mais aussi l'équilibre des flux de gaz naturel en tenant compte des contraintes techniques pesant sur celui-ci. GRTgaz procède aux comptages nécessaires à l'exercice de cette mission.

Ainsi, les installations de comptage destinées à l'enlèvement du biométhane seront établies et exploitées selon les normes et règlements en vigueur.

5- GRTgaz est propriétaire du réseau

En application de l'article 12 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 modifiée, des articles L.111-19 et L.111-48 du code de l'énergie, GRTgaz est propriétaire du réseau. L'ensemble du réseau est soumis à une autorisation de transport. Les démarches relatives à l'obtention d'une autorisation de transport par GRTgaz figurent au paragraphe 6.

GRTgaz assure la conception, la construction, l'exploitation et l'arrêt, temporaire ou définitif, du réseau, conformément aux dispositions du livre V, titre V chapitre V « Canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques. » du code de l'environnement et de l'arrêté ministériel du 4 août 2006 modifié portant règlement de sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques.

6- Publication des prescriptions techniques

Conformément aux dispositions de l'article L.453-4 du code de l'énergie (codification à l'article 21 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003) et du décret n°2004-555 du 15 juin 2004 relatif aux prescriptions techniques applicables aux canalisations et raccordements des installations de transport, de distribution et de stockage de gaz, GRTgaz est tenu d'élaborer et de rendre public les prescriptions techniques fixant les exigences techniques de conception et de fonctionnement en matière de raccordement au réseau .

7- Principaux textes législatifs relatifs au raccordement au réseau

Producteur de biométhane			
Quelle démarche pour vous raccorder à notre réseau de transport de gaz naturel ?			
Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
2.4			Sous réserve de la validation du document par la CRE



GRTgaz applique notamment les principaux textes législatifs et réglementaires mentionnés ci-après pour les raccordements au Réseau.

- ❑ **Code de l'énergie** (créé par l'ordonnance n°2011-504 du 9 mai 2011 portant codification de la partie législative du code de l'énergie)
- ❑ Loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux **marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie** publiée au *Journal officiel* n° 3 du 4 janvier 2003 page 265. Loi modifiée par :
 - la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières ;
 - la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique ;
 - la loi n° 2006-1537 du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie.
 - par l'ordonnance n°2011-504 du 9 mai 2011 portant codification de la partie législative du code de l'énergie qui abroge partiellement cette loi ; les dispositions abrogées sont codifiées à droit constant dans le code de l'énergie
- ❑ le [décret n° 2005-607 du 27 mai 2005](#) relatif aux règles de tarification applicables à l'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel.
- ❑ Arrêté du 6 octobre 2008 modifié approuvant les **tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel**.
- ❑ Décret n° 2004-183 du 18 février 2004 relatif à la **confidentialité des informations détenues par les opérateurs exploitant des ouvrages de transport**, de distribution ou de stockage de gaz naturel ou des installations de gaz naturel liquéfié.
- ❑ Décret n° 2004-251 du 19 mars 2004 modifié relatif aux **obligations de service public dans le secteur du gaz**.
- ❑ Décret n° 2004-555 du 15 juin 2004 relatif aux **prescriptions techniques applicables aux canalisations et raccordements des installations de transport**, de distribution et de stockage de gaz.
- ❑ Code de l'environnement en matière de protection de la nature et d'information du public.
- ❑ **Code de l'Environnement – Canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques** (livre V, titre V, chapitre V : articles L. et R.555-1 et suivants).
- ❑ Arrêté ministériel du 4 août 2006 modifié portant **règlement de sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles**, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques.
- ❑ Règlement (CE) n° 1775/2005 du Parlement européen et du Conseil européen du 28 septembre 2005 concernant les **conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz naturel**.
- ❑ Directive 2009/73/CE du Parlement Européen et du Conseil concernant des **règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel** et abrogeant la directive 2003/55/CE.

8- Démarche administratives du ressort de GRTgaz dans le cadre du projet de raccordement au réseau

Producteur de biométhane			
Quelle démarche pour vous raccorder à notre réseau de transport de gaz naturel ?			
Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
2.4			Sous réserve de la validation du document par la CRE



8.1 – CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

L'ordonnance n°2010-418 du 27/04/2010 (J.O. du 30/04/2010) « harmonisant les dispositions relatives à la sécurité et à la déclaration d'utilité publique des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques », dite « ordonnance multi-fluide », a créé dans le code de l'environnement un chapitre dédié aux « canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques » au sein du livre V, titre V (articles L.555-1 à L.555-30) ; ces dispositions sont en vigueur depuis le 1er janvier 2012. Elles sont complétées par des dispositions réglementaires (article R.555-1 à R.555.52) créées par le décret n° 2012-615 du 2 mai 2012 relatif à la sécurité, l'autorisation et la déclaration d'utilité publique des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques et publié le 5 mai 2012 pour application immédiate.

8.2 – AUTORISATION DE TRANSPORT PAR CANALISATIONS

La construction et l'exploitation des ouvrages de transport de gaz sont soumises à autorisation délivrée par l'autorité administrative compétente (code de l'environnement art. L.555-1 et 2, R.555-1 à R.555-4), à savoir le(s) préfet(s) du (des) département(s) concerné(s) si leur emprise (Longueur x diamètre extérieur) au sol est inférieure à 10000 m². Au delà de ce seuil, l'autorisation est accordée par arrêté ministériel.

Ces autorisations seront délivrées en fonction :

- des capacités techniques, économiques et financières du demandeur, ainsi que des moyens dont il dispose ou qu'il s'engage à mettre en œuvre en termes d'organisation, de personnels et de matériels pour la construction et l'exploitation,
- de la compatibilité des projets avec les principes et les missions de service public, notamment la protection de l'environnement humain et naturel,
- de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel, ainsi que des réseaux ou installations qui leur sont raccordés.

Par ouvrages de transport de gaz, il faut entendre tous les ouvrages qui participent au "transport" de "gaz combustibles", comme défini à l'article 4 de l'arrêté ministériel modifié portant règlement de sécurité des canalisations de transport de matières dangereuses du 04/08/2006 modifié, à savoir :

- les canalisations de transport de gaz combustibles, y compris des équipements accessoires situés sur le réseau de transport (postes de coupure, de sectionnement),
- les postes de détente et de livraison, d'injection,
- les stations de compression, de traitement (y compris d'odorisation) et d'interconnexion.

Sont exclues de la réglementation « transport » :

- les canalisations dites « d'usine », qui relèvent du décret n°99-1046 modifié du 13/12/1999 relatif aux équipements sous pression et à l'arrêté du 15 mars 2000 relatif à leur exploitation (principaux textes ==> <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Reglementation,11872.html>)

Producteur de biométhane			
Quelle démarche pour vous raccorder à notre réseau de transport de gaz naturel ?			
Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
2.4			Sous réserve de la validation du document par la CRE



Nota : les installations de compression sont aussi soumises à la législation et la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), se trouvant dans le code de l'environnement (livre V, titre I).

8.3– PRINCIPALES PROCEDURES A ENGAGER.

Préalablement à l'engagement des demandes d'autorisation de transport de gaz, il convient d'effectuer la revue des contraintes réglementaires afin de définir les procédures à mettre en œuvre pour obtenir les autorisations administratives nécessaires. En effet, la seule autorisation de transport de gaz pour la construction et l'exploitation des ouvrages ne préjuge pas d'autres autorisations administratives à obtenir en application d'autres réglementations.

Les principales procédures à engager pour l'établissement des ouvrages sont les suivantes :

- la demande d'autorisation de transport de gaz pour la construction et l'exploitation, accompagnée d'un dossier contenant **une étude de dangers**, la justification du tracé retenu vis-à-vis des enjeux de sécurité et de l'environnement naturel et humain, une cartographie, tous les éléments décrivant les capacités techniques, financières et organisationnelles, un résumé non technique de l'ensemble du dossier ... (code de l'environnement art. L.555-7, R.555-8 et 9) ;
- **Une enquête publique** est obligatoire (code de l'environnement art. R.123-1) dès lors qu'une des conditions suivantes est remplie :

- **Nécessité d'une Etude d'Impact**

Constitution d'une **Etude d'Impact** (étude sur un cycle annuel complet de la nature) dès lors que la longueur est supérieure ou égale à 2 km ou l'emprise (Longueur x diamètre extérieur) au sol est supérieure ou égale à 500 m² (code de l'environnement art. R.122-1, R.555-10) ; elle est soumise à l'avis de l'autorité compétente de l'Etat en matière d'environnement en cours de procédure.

- **Demande d'utilité publique**

La déclaration **d'utilité publique** des travaux de construction et d'exploitation, **précédée d'une enquête publique**, pour :

- autoriser l'établissement des servitudes légales dans les parcelles à défaut d'accord amiable avec les propriétaires des terrains traversés (codes de l'environnement art. L.555-27 et R.555-35, de l'expropriation art. L.11-1),
- donner au bénéficiaire le droit d'occuper le domaine public emprunté (codes de l'environnement art. L.555-25 et R.555-36),
- emporter la mise en compatibilité des documents d'urbanisme si nécessaire (code de l'urbanisme article L.123-16),
- Le dossier est complété d'une note justifiant l'intérêt général du projet vis-à-vis de l'approvisionnement énergétique ou de l'expansion de l'économie régionale (code de l'environnement art. L.555-25 – I et R.555-32).

Producteur de biométhane			
Quelle démarche pour vous raccorder à notre réseau de transport de gaz naturel ?			
Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
2.4			Sous réserve de la validation du document par la CRE



L'étude d'impact ainsi que l'avis de l'autorité environnementale sont insérés dans le dossier soumis à cette enquête publique.

○ **Mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes**

La mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes (code de l'urbanisme art. R.123-13), en particulier lorsque le tracé traverse des espaces boisés protégés, procédure menée simultanément avec l'instruction de l'autorisation de transport de gaz et de la déclaration d'utilité publique des travaux.

- Une **évaluation environnementale** systématique des éventuelles incidences sur un ou plusieurs sites **Natura 2000** à proximité du projet, sur les **milieux aquatiques et humides**, sur la flore et **la faune protégées** (étude sur le cycle annuel complet de la nature au maximum),... doit être obligatoirement effectuée même en l'absence d'étude d'impact ; cette évaluation est insérée dans le dossier, ou dans l'étude d'impact si elle existe.
- Un dossier de **déclaration préalable** (ou de permis de construire) au titre du code de l'urbanisme (articles L.421-1 et suivants) pour les postes (local technique, cabine préfabriquée, clôture ...).

Les procédures comportent deux phases :

- **une consultation administrative coordonnée** (durée 2 mois, code de l'environnement article R.555-14,) auprès des différents services et organismes concernés par le projet, régional, départemental et local : collectivités territoriales, chambres consulaires, services civils et militaires de l'Etat, gestionnaires de réseaux, de domaine public, ... ;
- **une enquête publique (durée comprise entre 1 et 2 mois, prolongeable 30 jours), à l'issue de la consultation administrative, qui est prescrite dans les situations suivantes :**
 - lorsqu'il y a une **étude d'impact et une DUP** : enquête publique « environnementale » en application du code de l'environnement (code de l'environnement articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants, L.555-1-III et L.555-8) ;
 - lorsqu'il y a une **DUP, sans étude d'impact** : application du code de l'expropriation (code de l'environnement art. L. 555-27, code de l'expropriation art. L.11-1, R.11-1 à 31)

Délai maximum d'instruction : 24 mois.

Nota : une procédure simplifiée, sans enquête publique, peut être mise en œuvre pour des projets d'importance limitée sous réserve que les critères soient tous remplis :

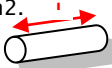
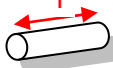
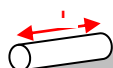
- longueur inférieure à 2 km ou emprise (Longueur x diamètre extérieur) au sol est inférieure à 500 m² ;
- absence d'étude d'impact ;

Producteur de biométhane			
Quelle démarche pour vous raccorder à notre réseau de transport de gaz naturel ?			
Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
2.4			Sous réserve de la validation du document par la CRE

- absence de DUP (déclaration d'utilité public des travaux de construction et d'exploitation) en vue de l'implantation des ouvrages dans des terrains privés ou public par voie administrative (arrêté préfectoral de servitudes légales) ;
- absence de mise en compatibilité de schémas d'urbanisme (POS, PLU).
- **Délai maximum d'instruction de cette procédure simplifiée : 9 mois.**

Le passage en Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST) est obligatoire (cf. article R.555-17) quel que soit le type d'autorisation demandée (APS, AP, AM).

Les trois niveaux d'autorisation :

Régime juridique des Ouvrages de Raccordement			
	Autorisation Préfectorale à procédure Simplifiée (APS)	Autorisation Préfectorale (AP)	Autorisation ministérielle
	1. $L < 2 \text{ km}$ et $L \times D \text{ ext} < 500 \text{ m}^2$. 	1. $L = \text{ou} > 2 \text{ km}$ ou $L \times D \text{ ext} = \text{ou} > 500 \text{ m}^2$. 	1. $L \times D \text{ ext} \geq 10000 \text{ m}^2$ 
	2. Absence d'Etude d'Impact 3. Absence de DUP* 4. Absence de Mise en Compatibilité de schéma d'urbanisme (POS, PLU**) 5. Pas d'occupation du domaine public	2. Occupation du domaine public qui nécessite une DUP 3. Servitude légales nécessaires 4. Mise en Compatibilité de schéma d'urbanisme POS/PLU (optionnelle) 5. Etude d'Impact	2. Pour les canalisations transfrontalières 3. Arrêté conjoint des ministères chargés de l'Energie et de la sécurité industrielle 4. Occupation du domaine public qui nécessite une DUP 5. Etude d'impact 6. Mise en compatibilité de schéma d'urbanisme POS/PLU (optionnelle)
Délai réglementaire***	9 mois	24 mois	24 mois

* Déclaration d'Utilité Publique des travaux de construction et d'exploitation en vue de l'implantation des ouvrages dans des terrains privés ou publics par voie administratives (arrêté préfectoral de servitudes légales).

** Plan Local d'Urbanisme

*** **Délai réglementaire** entre le dépôt du dossier administratif par GRTgaz et la délivrance par l'administration de l'autorisation de transport

Producteur de biométhane			
Quelle démarche pour vous raccorder à notre réseau de transport de gaz naturel ?			
Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
2.4			Sous réserve de la validation du document par la CRE